

Dans notre bulletin de novembre : Écouter les jeunes en détention, favoriser la transparence dans l'administration municipale, aider les personnes nouvelles arrivantes francophones et plus

[Consultez ce courriel dans votre navigateur](#)
[Transférez à un\(e\) ami\(e\)](#)

[Click here to read the newsletter in English.](#)

BULLETIN DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO



Écouter les jeunes en détention : le Centre de jeunes Roy McMurtry

Sur la voie de la réconciliation - Présentation de l'interlocutrice spéciale indépendante pour les enfants disparus et les tombes et les sépultures anonymes en lien avec les pensionnats indiens

Sur les pas des personnes nouvelles arrivantes francophones

Réunions publiques : favoriser la transparence des administrations municipales

Ici, là et partout

Comment nous avons aidé

Écouter les jeunes en détention : Le Centre de jeunes Roy McMurtry.

Les droits des jeunes étaient au cœur de notre travail ce mois-ci. - Les membres de notre équipe ont passé deux jours à rencontrer tou(te)s les jeunes du Centre Roy McMurtry, à Brampton.

Un volet important de notre travail consiste à écouter les préoccupations des jeunes en détention au sujet des services reçus et à assurer le respect de leurs droits. Comme notre visite coïncidait avec les vacances scolaires de novembre, nous avons pu rencontrer chaque jeune en privé, une centaine au total.

Le Centre Roy McMurtry, le plus grand établissement de garde et de détention en milieu fermé pour jeunes de l'Ontario, héberge des jeunes en attente de leur procès ou qui purgent une peine en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Notre équipe a visité chaque unité et tenu des discussions individuelles et de groupe. Nous avons expliqué le mandat de l'Ombudsman et les maintes façons dont nous aidons les enfants et les jeunes, et avons posé des questions aux résident(e)s sur leurs expériences au centre et leurs interactions avec notre Bureau.

Journée nationale de l'enfant : Notre Bureau a aussi souligné, le 20 novembre, la Journée nationale de l'enfant, qui reconnaît le droit de chaque enfant d'être traité(e) avec respect. Ombudsman Ontario se consacre à défendre les droits de tou(te)s les enfants tels qu'ils sont inscrits dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

Sur la voie de la réconciliation : Présentation de l'interlocutrice spéciale indépendante pour les enfants disparus et les tombes et les sépultures anonymes en lien avec les pensionnats indiens



Dans l'esprit de l'appel à l'action 57 du [rapport final de la Commission de vérité et réconciliation](#) (Offrir des occasions de formation continues aux fonctionnaires), nous avons été ravi(e)s d'accueillir Kimberly Murray, l'interlocutrice spéciale indépendante pour les enfants disparus et les tombes et les sépultures anonymes en lien avec les pensionnats indiens, dans nos locaux le 8 novembre, seulement 10 jours après la publication de son rapport final. L'Ombudsman Paul Dubé a remercié Mme Murray d'avoir pris le temps de présenter ses conclusions à tout notre personnel. « La vérité doit éclater pour que la réconciliation ait lieu, et Kimberly nous a fait prendre davantage conscience des vérités inconfortables que nous devons reconnaître sur le chemin de la réconciliation », a-t-il dit.

[En savoir plus sur le travail de l'interlocutrice spéciale et sur son rapport final.](#)

Sur les pas des personnes nouvelles arrivantes francophones



Durant la première semaine de novembre – la Semaine nationale de l’immigration francophone – le Commissaire aux services en français Carl Bouchard et la directrice Anne Sophie Leduc ont visité le kiosque d’accueil des personnes immigrantes du Centre francophone du Grand Toronto à l’aéroport international Pearson. Tous deux ont pu suivre le cheminement de chaque immigrant(e) à Toronto et ont appris comment les francophones sont informé(e)s et orienté(e)s vers les services fédéraux et provinciaux disponibles en français.

Également, lors d’un événement tenu le 1er novembre à l’Université de l’Ontario français pour lancer la Semaine nationale de l’immigration francophone, le Commissaire s’est exprimé sur les façons dont Ombudsman Ontario informe les nouvelles personnes arrivantes francophones de l’aide que le Bureau peut leur apporter en cas de difficulté à obtenir des services provinciaux en français.

À VOS AGENDAS : Le rapport annuel du Commissaire aux services en français sera publié le 5 décembre! Le Commissaire Bouchard présentera son Rapport annuel et ses recommandations pour améliorer les services en français lors d’une conférence de presse le jeudi 5 décembre. Ce rapport couvre le travail réalisé par notre Unité des services en français entre le 1er octobre 2023 et le 30 septembre 2024.

**À PARAÎTRE
BIENTÔT**

**2023
-
2024**



Rapport annuel du Commissaire aux services en français

Réunions publiques : favoriser la transparence des administrations municipales

En Ontario, les réunions municipales devraient toujours être publiques, sauf quelques exceptions. L'Ombudsman, qui enquête sur les réunions publiques de la plupart des 444 municipalités de l'Ontario, a publié ses conclusions sur 15 cas dans les trois derniers mois. Voici quelques exemples :

- La Ville de Hamilton n'a pas enfreint les règles des réunions publiques lorsque la mairesse a convoqué un groupe d'embauche, qui l'a conseillée sur la sélection d'un(e) directeur(trice) municipal(e) conformément à son « superpouvoir » de mairesse. L'Ombudsman a conclu que le groupe en question ne constituait ni un comité municipal ni un conseil local, et que ses rencontres n'étaient pas des « réunions » au sens des règles énoncées dans la *Loi de 2001 sur les municipalités*: <https://www.ombudsman.on.ca/ressources/rapports,-cas-et-memoires/reunions-municipales/2024/ville-de-hamilton-fr>
- Une réunion à huis clos tenue par les conseils de la Ville de Grimsby, de la Ville de Lincoln et du Canton de West Lincoln enfreignait les règles des réunions publiques puisque les discussions en sous-groupes avaient fait avancer de façon importante les travaux : www.ombudsman.on.ca/ressources/rapports,-cas-et-memoires/reunions-municipales/2024/villes-de-grimsby-et-de-lincoln-et-canton-de-west-lincoln.
- L'avis de la Ville d'Oshawa concernant une réunion à venir d'un comité avait été temporairement inaccessible sur le site Web municipal en raison d'un problème technique, mais puisque le personnel avait réglé rapidement le problème, les règles n'avaient pas été enfreintes : www.ombudsman.on.ca/ressources/rapports,-cas-et-memoires/reunions-municipales/2024/ville-d%E2%80%99oshawa.

- Le Conseil de la Ville d'Iroquois Falls aurait dû inclure plus d'information dans sa résolution de retrait à huis clos pour discuter de la lettre d'un(e) résident(e) : www.ombudsman.on.ca/ressources/rapports,-cas-et-memoires/reunions-municipales/2024/ville-d%E2%80%99iroquois-falls

Toutes nos décisions concernant les réunions publiques se trouvent dans notre [recueil des cas de réunions publiques](#).

Ici, là et partout



Les leaders de demain : à la rencontre des stagiaires 2024-2025 du Programme de stages à l'Assemblée législative

Le 8 novembre, l'Ombudsman Paul Dubé, l'Ombudsman adjointe Barbara Finlay et le Commissaire aux services en français Carl Bouchard se sont adressé(e)s aux participant(e)s au Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (PSALO) de cette année. Les stagiaires sont de nouveaux(elles) diplômé(e)s universitaires qui travaillent pendant 10 mois avec des député(e)s de tous les partis. « Ce fut un plaisir de discuter de la responsabilisation du secteur public avec de futur(e)s leaders », a écrit l'Ombudsman Paul Dubé sur les médias sociaux. « Je suis toujours impressionné par chaque cohorte [du Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario]. »

Amateur(trice)s de bibliothèque, aîné(e)s, personnes nouvelles arrivantes...

Comment pouvons-nous vous aider?

Le 6 novembre, l'agente des communications Méлина Bouchard a donné une présentation publique virtuelle, organisée par Vaughan Public Libraries. Elle a expliqué en quoi notre Bureau peut aider la population à obtenir un traitement équitable auprès de services publics provinciaux comme l'Assurance-santé de l'Ontario, ServiceOntario, le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, les conseils scolaires, les établissements postsecondaires, et plus encore.



Le 14 novembre, nous avons participé à une foire organisée par la Société des organisations des citoyens aînés de l'Ontario à North York. Nous avons répondu à des questions et expliqué à des aîné(e)s et à des organismes locaux comment nous pouvons les aider à résoudre les problèmes liés aux services gouvernementaux.

Le 25 novembre, notre personnel a parlé avec des personnes nouvelles arrivantes soutenues par le Catholic Crosscultural Services (CCS), un organisme aidant les personnes réfugiées et immigrantes de toutes religions et tous milieux confondus. Nous leur avons expliqué les types de plaintes que nous traitons et l'aide que nous pouvons leur apporter si elles ont des doutes sur l'entité à qui s'adresser.

Si votre organisme veut en savoir plus sur notre travail, écrivez-nous à info@ombudsman.on.ca pour planifier une présentation ou demander nos [brochures dans différentes langues](#).



Rejoindre les jeunes 2ELGBTQIA+

Des membres de notre équipe des communications et de notre Unité des enfants et des jeunes ont pris contact avec des jeunes 2ELGBTQIA+ au Friends of Ruby Youth Centre le 6 novembre et à la conférence No Time to Wait le 22 novembre. Cette conférence, organisée par LetsStopAids, a rassemblé près d'une centaine de jeunes, à la fois en ligne et en présentiel, à Toronto. Durant notre présentation et à notre kiosque, nous avons expliqué comment nous pouvons aider l'ensemble des jeunes à recevoir un traitement équitable et à avoir accès aux services dont ils et elles ont besoin.

Services en français maintenant offerts à Sarnia

Le 1er novembre, le Commissaire aux services en français Carl Bouchard a salué le fait que Sarnia est désormais la 27e région désignée de la province à offrir des services provinciaux en français depuis la prise d'effet officielle de sa désignation, au titre de la *Loi sur les services en français*. Cette désignation, annoncée en 2021, oblige les organismes gouvernementaux provinciaux et leurs tierces parties à offrir activement des services en français. [Sur les médias sociaux](#), le Commissaire Bouchard a encouragé l'ensemble des francophones de la région à utiliser ces services et à communiquer avec notre Bureau en cas de problème.

Comment nous avons aidé



Aide amicale

Une femme s'est plainte auprès de nous que son amie, cliente du Bureau du tuteur et curateur public (BTCP), avait du mal à payer ses dépenses courantes avec les 50 \$ hebdomadaires que lui versait le BTCP. Elle nous a dit avoir essayé de résoudre la plainte directement avec le BTCP, mais sans succès.

RÉSULTAT : Après notre intervention, le BTCP a accepté d'augmenter l'allocation en cause à 100 \$ par semaine.

Cliquez ici pour en savoir plus sur la façon dont nous avons aidé des Ontariennes et des Ontariens à régler leurs problèmes



Des examens sans équivoque

Deux étudiantes francophones du nord de l'Ontario nous ont contacté(e)s pour nous faire part de leurs inquiétudes face à la qualité de la version française de l'examen d'accréditation des préposé(e)s aux soins médicaux spécialisé(e)s d'urgence de l'Ontario. L'une des étudiantes a finalement décidé de passer l'examen en anglais. Elle a dû payer une formation supplémentaire pour pouvoir comprendre la matière en anglais.

RÉSULTAT : Nous avons porté ce problème à l'attention du ministère de la Santé qui nous a informé que les examens en anglais et en français seront également revus pour s'assurer que le contenu est équivalent dans les deux versions.

En savoir plus sur l'Unité des services en français, qui répond aux questions et reçoit les plaintes concernant les services en français



Bris de routine

Un jeune placé dans un centre de justice pour la jeunesse s'est plaint à notre Bureau de subir des fouilles à nu par le personnel après chaque rencontre avec son avocat(e). Il nous a dit avoir rapporté la situation au centre, mais le personnel soutenait que tous les centres de justice pour la jeunesse de l'Ontario procédaient ainsi.

RÉSULTAT : Après nous être renseigné(e)s auprès du centre et avoir examiné sa politique, nous avons fait remonter le cas aux haut(e)s fonctionnaires du Ministère. À la suite de nos demandes de renseignements, ce dernier a envoyé une note de service à tous les centres de justice pour la jeunesse qu'il gère directement pour leur rappeler que les fouilles à nu effectuées systématiquement après chaque visite n'ont pas lieu d'être. Nous avons confirmé auprès du centre en question qu'il avait mis fin à cette pratique.

Cliquez ici pour en savoir plus sur la façon dont nous avons apporté notre aide pour régler des questions ou des problèmes concernant des enfants et des jeunes

Portez plainte ou communiquez avec nous ici



L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités, les conseils scolaires, les services en français et les services de protection de l'enfance. Les enquêtes de l'Ombudsman ont profité à des millions d'Ontariennes et d'Ontariens et ont déclenché de vastes réformes, notamment l'amélioration du dépistage des maladies chez les nouveau-nés, le renforcement du régime de loterie, l'amélioration du suivi des prisonniers placés en isolement.

Le travail de l'Ombudsman de l'Ontario s'effectue sur les territoires autochtones traditionnels de la province que nous appelons maintenant l'Ontario, et nous sommes reconnaissant(e)s de pouvoir travailler et vivre sur ces territoires.

Copyright © 2024 Ombudsman Ontario, All rights reserved.

Vous souhaitez changer la façon dont vous recevez ce bulletin?
Vous pouvez [mettre à jour vos préférences](#) ou [vous désabonner de cette liste](#).

This email was sent to <<Courriel>>
[why did I get this?](#) [unsubscribe from this list](#) [update subscription preferences](#)
Ombudsman Ontario · 483 rue Bay, 10e étage, Tour Sud · Toronto, ON M5G 2C9 · Canada